

Lutte de classe

Quelques éléments de réflexion sur la question des retraites. (07.02)

C'est utile de démonter un par un les arguments du gouvernement qui servent à justifier le report de l'âge de la retraite et peut-être la liquidation du régime par répartition, rien ne doit être laissé au hasard. Ici je me fais un peu l'avocat du diable en pointant quelques failles que j'ai cru discerner dans les arguments avancés par les uns et les autres. Ces failles sont aussi parfois le produit de la lutte de classe qui a été chaotique au cours du XXe siècle, cela ne justifie pas qu'ils ne fassent pas les aborder, nos ennemis s'en chargent d'ailleurs, sauf que j'en tire des conclusions diamétralement opposées.

Au départ cet article devait faire simplement l'objet d'une causerie, je préfère le préciser.

Commençons par de la « pénibilité au travail ».

On nous a parlé de la « *pénibilité au travail* », qui ? principalement Thibault, Chérèque et Sarkozy, mais pas seulement, tous les partis et syndicats qui sont intervenus au cours des semaines précédentes sur la question des retraites ont évoqué cet argument. Pour dire quoi au juste, pas grand chose, rien d'intéressant qui pouvait retenir l'attention, de mon côté je n'ai guère été plus brillant en parlant d'un élément de division qui servait à faire diversion et à écarter l'attention des travailleurs et des militants de l'essentiel, rien de nouveau en somme.

Dans le n°79 d'*Informations ouvrières*, le POI expliquait « *la reconnaissance d'une pénibilité au travail ne vise pas pour le gouvernement à stopper l'allongement de la durée de cotisation et encore moins à réduire celle-ci, mais à préparer le terrain à des allongements de durée de cotisation différenciés* »

Ce constat ne manque pas d'intérêt, mais il ne permet pas de mettre à mal l'argumentation de Sarkozy en direction des travailleurs de certains secteurs d'activité qui peuvent estimer à juste titre qu'un ouvrier d'usine, en bâtiment, une caissière d'un supermarché assise toute la journée sous des néons ou une vendeuse dans un grand magasin en station debout pratiquement toute la journée, seront usés, brisés physiquement bien avant les cols blancs ou les intellectuels qui ne subissent pas les mêmes contraintes.

Il y a fort à parier que plus d'un travailleur manuel exposé à des conditions de travail très rudes prêtera une oreille attentive au discours de Sarkozy, à tort ou à raison, c'est une autre histoire, le fait est là, et c'est la question que je voulais aborder ici, en me demandant : pourquoi, au-delà de l'évidence que j'ai mis en relief plus haut ? Quand je dis « *à tort ou à raison* », je veux dire par là que le discours démagogique de Sarkozy peut tromper bien des ouvriers qui ne sont pas spécialement stupides, mais qui sont dans un état où ils peuvent être facilement manipulés ; Sarkozy peut leur présenter sa contre-réforme sous un angle tellement avantageux pour eux qu'ils y adhèrent, on ne peut pas leur en vouloir, encore moins les juger, des plus malins qu'eux tombent tous les jours dans le panneau, bien qu'ils disposent de connaissances supérieures aux ouvriers, mais eux quand ils réagissent c'est par calcul, alors que pour les ouvriers c'est uniquement une question de survie, c'est plus rustique mais plus explosif aussi, Sarkozy pourrait l'apprendre à ses dépens rapidement.

Ce n'est pas un hasard si Sarkozy et Thibault ont sorti cet argument de la pénibilité. Sur quelle réalité repose-t-il ? Serait-il interdit de se demander quelle en est l'origine, l'origine de cette loi qui s'applique indistinctement à un cadre supérieur ou à un chaudronnier, qui détermine que l'un et l'autre peuvent partir à la retraite après avoir cotisé le même nombre d'années, au même âge ? Auraient-ils vécu la même chose par hasard ? S'il y en a un qui a une durée de vie qui sera plus longue que l'autre, on sait d'avance lequel des deux profitera le plus longtemps de sa retraite, le cadre supérieur qui n'aura pas été confiné toute sa vie dans un atelier à respirer des vapeurs d'huile chaude et autres saloperies, poussières, solvants, etc.

Qui a décidé au départ que l'ouvrier et le col blanc devraient bénéficier du même traitement en matière de retraite ? Les gouvernements successifs avec l'accord des patrons et des dirigeants syndicaux au cours de la lutte des classes au XXe siècle, ce principe (apparent seulement) d'égalité n'a jamais été contesté ou

remis en cause, alors qu'il était fondamentalement injuste envers la condition ouvrière, il fallait bien que quelqu'un soit sacrifié sur l'autel de la collaboration de classes, du réformisme, ce ne pouvait être que l'ouvrier, comme toujours d'ailleurs.

Marx disait en substance que pour bien faire le droit pour être juste devrait être inégal car les hommes ne sont pas égaux entre eux, la nature en a décidé ainsi d'une part, et sur le plan social d'autre part, car ils ne sont pas tous logés à la même enseigne, tout dépend à quelle classe ils appartiennent et à l'intérieur de cette classe à quelle couche particulière. Le droit républicain bourgeois s'emploie à nier ces différences au nom d'une égalité et une solidarité de façade qui favorise en fait les mieux lotis au détriment des couches du prolétariat les plus exposées à l'exploitation capitaliste.

On nous dit encore que le droit à la retraite est un droit collectif et que tout ce qui est entrepris par le gouvernement et les bureaucrates syndicaux pour le remettre en cause doit être combattu sans réserve. Que vaut vraiment cet argument ? Nous verrons plus loin que toutes les couches du prolétariat sont loin d'être logées à la même enseigne sans que cela ne pose de problèmes aux dirigeants du mouvement ouvrier, entre le secteur privé qui doit se contenter d'un droit collectif a minima, il concentre la majorité des travailleurs, et ce sont eux qui doivent cotiser le plus longtemps et partir le plus tard à la retraite, le secteur public qui bénéficie d'avantages par rapport au secteur privé, et certains secteurs particuliers qui bénéficient de régimes spéciaux, autrement dit d'avantages supplémentaires par rapport à tous les autres.

Comme on vient de le voir, ce droit collectif n'a pas vraiment le même contenu ou la même valeur selon qu'on est un ouvrier ou un col blanc, dans ces conditions, s'en tenir uniquement à sa définition générique ou juridique fausse totalement l'appréciation que l'on peut porter sur ce droit, car selon qu'on est un ouvrier ou un col blanc, on en fera certes la même lecture littérale, mais on n'en tirera certainement ni les mêmes conclusions ni les mêmes avantages.

Si maintenant il est exact que l'ouvrier et le col blanc appartiennent bien tous les deux à la classe des exploités, par la place et le rôle respectif qu'ils remplissent au sein du processus de production ou des rapports sociaux d'exploitation, le premier est porté à défendre ses intérêts de classe en toute indépendance de la classe des capitalistes, tandis que le second sera porté en règle générale à se ranger au côté des capitalistes en échange des privilèges qu'ils lui accordent pour faire trimer notre ouvrier. En réalité, nous sommes face à un droit collectif qui l'est déjà beaucoup moins quand on passe à l'exercice pratique.

Comme l'ensemble du droit concocté par la classe dominante dans un Etat bourgeois, il n'a pas pour fonction de satisfaire ou de favoriser les besoins ou les aspirations de la classe dominée, au mieux il a pour fonction de maintenir un équilibre entre les classes pour que la classe dominante puisse vaquer tranquillement à ses occupations, s'en tenir à la définition de ce droit établie à une autre époque et défavorable au prolétariat, revient à entériner cette domination de classe au lieu de la combattre, sans vouloir tomber dans le piège de l'ouvriérisme.

Question complémentaire : est-ce que demain les cadres, ce qu'on appelle encore les classes moyennes que l'on identifie à la petite-bourgeoisie par son mode de vie, vont-ils se mobiliser au côté de la classe ouvrière pour défendre les 37,5 annuités et le départ à la retraite à 55 ou 60 ans, ou au contraire, vont-ils prendre partie pour le gouvernement sous couvert qu'ils peuvent déjà se payer une retraite confortable à la carte par capitalisation ? Qu'est-ce qui est dans l'air du temps selon vous ? Pourquoi la classe ouvrière ne pourrait-elle pas avancer ses propres revendications en matière de retraite indépendamment des autres classes ? Pourquoi devrait-elle être tenue à une sorte de front unique avec une classe qui lorgne sans cesse du côté du gouvernement et de la Bourse, à moins qu'on veuille nous faire croire que les quelques millions de « *petits porteurs* » seraient en majorité des ouvriers ?

Autre bizarrerie. Pourquoi ne pas s'aligner sur le plus social ?

Il existe une multitudes de régimes spéciaux de retraite qui ne profitent qu'à certaines couches d'exploitées, alors pourquoi la classe ouvrière du privé qui ne bénéficie pas de régimes de faveur ne pourrait-elle pas mettre en avant sa propre situation pour exiger la retraite à 50 ou 55 ans par exemple, après tout à 50 ans, un ouvrier ou une employée qui a commencé à travailler dès l'âge de 16 ans est déjà bien usé par une vie de labeur, non ? Peut-on ajouter à l'épuisement physique de l'ouvrier, le stress mental qui le ronge littéralement de ne pas être sûr de pouvoir boucler la fin de mois, de se retrouver au chômage du jour au

lendemain sans savoir à l'avance comment il fera pour nourrir sa famille ? Devrait-on demander l'autorisation à quelqu'un pour pouvoir poser cette question ?

Depuis des lustres, les syndicats s'accommodent (notamment) de la différence de traitement qui existe en matière de retraite entre les différents secteurs ou couches de la classe ouvrière, cela fait partie de l'accord passé entre les différents représentants du capital au pouvoir depuis 1945 et les représentants de l'aristocratie ouvrière, sur le dos de la majorité du prolétariat. Que ces différences soient le produit de la lutte des classes au fil du temps, on doit l'admettre, c'est la réalité, ce qui est inacceptable en revanche, c'est que les choses soient restées en l'état ; on a l'impression qu'il n'existe pas une classe ouvrière unique et hétérogène, mais plusieurs classes ouvrières dont les intérêts sont étrangers entre elles.

Pour le fonctionnaire syndiqué, l'Etat n'est pas l'horrible patron exploiteur qui sévit dans le secteur privé, l'Etat n'est pas une entreprise capitaliste, il ne fait pas de profit, pour un peu ce serait une entreprise caritative, une association humanitaire à but non lucrative ! L'Etat n'a pas de nature de classe, l'Etat ne représente pas les intérêts d'une classe en particulier, l'Etat est le bienfaiteur de la nation et de ses serviteurs qui lui rendent bien, les agents de la fonction publique. Leur employeur n'est pas un marchand de canons (contrats d'armement), le va-t-en-guerre qui sème la mort en Afghanistan, la pompe à intérêts (45 milliards d'euros par an) verser généreusement aux banquiers via la dette. Le niveau de conscience politique du fonctionnaire syndiqué ne doit pas dépasser ce niveau en règle générale, je ne porte pas un jugement, c'est un simple constat que les uns et les autres entretiennent. Alors il y a forcément quelque chose de grotesque à vouloir le faire passer pour l'avant-garde du prolétariat.

Les bureaucrates syndicaux entretiennent ainsi leur fond de commerce qui à la fois assure une certaine stabilité politique au régime, donc avec sa complicité, la collaboration de classes et le consensus entre les représentants des différentes classes pour empêcher au prolétariat de trouver une issue politique à la crise du capitalisme est profondément ancrée dans la tradition du syndicalisme en France.

Travaille-t-on pour vivre ou vit-on pour travailler, telle est la question d'où il faut partir. Ceux qui parlent au nom de la classe ouvrière semblent ignorer de quoi est fait son quotidien, ils sont étrangers à sa condition.

Autre étrangeté : l'augmentation de l'espérance de vie.

Dans le n°82 d'*Informations ouvrières*, j'ai trouvé étrange d'écrire : « *Si les travailleurs vivent plus longtemps qu'il y a soixante ans, c'est précisément parce la Sécurité sociale existe et que, en particulier, ils ne sont plus obligés de s'user au travail jusqu'à la mort. Voudrait-on nous renvoyer un siècle en arrière* ». Est-ce vraiment aborder cette question sous le bon angle ?

Mon père est mort après avoir à peine dépassé 70 ans, un de mes oncles ouvrier électricien (fonctionnaire) est mort à 42 ans pour avoir eu la mauvaise idée de partir en vacances pour la première fois depuis qu'il travaillait, il avait un salaire de misère et bossait au noir jusqu'à l'épuisement pour payer les matériaux nécessaires à la construction de sa maison. Mon père de son côté travaillait déjà six jours par semaine parce qu'il était payé avec un lance-pierres, alors l'espérance de vie à 77,8 ans pour les hommes, des surhommes ou d'autres hommes. J'ai des oncles et des tantes qui naviguent entre 80 et 95 ans, ils appartiennent pourtant au prolétariat, ils n'ont jamais connu le chômage qui vous déstabilise, ruine une vie ou une famille, vous détruit ou vous cause des ravages irréparables, ils ont occupé des emplois relativement pénards par rapport à des millions de travailleurs comme mon père qui avait beau travailler toujours plus, vivait toujours aussi mal ; ce n'est pas un téléviseur, un réfrigérateur ou une bagnole qui vous change la vie.

« *s'user au travail jusqu'à la mort* », jusqu'à mourir sur son lieu de travail, au Japon ou aux Etats-Unis cela existe. Leur société est tellement implacable et horrible qu'elle n'hésite pas à rejeter ceux dont elle n'a plus besoin, qui viennent rejoindre ceux qu'elle a déjà abandonnés en cours de route, à ce rythme-là, on est usé avant l'âge et la mort peut devenir une libération.

La jeunesse n'est pas mieux traitée que les aînés.

On nous use autrement, on se consume autrement, on n'a pas plus de valeur aux yeux de nos tyrans que ce qu'on peut leur rapporter, sinon un tas de cendres, une overdose, un accident de la vie fatal. On s'use vite quand on se pose quotidiennement la question de savoir comment on va assurer le lendemain, survivre. Cela vous met les nerfs à fleur de peau, vous devenez plus qu'irritable, violent, l'inquiétude et l'angoisse au

ventre vont vous faire perdre la maîtrise de vous-même, plus que lancinant, un état permanent de tension s'instaure, toutes les relations se tendent... J'entendais ma mère pousser mon père à demander une augmentation de salaire, on ne pouvait pas s'en sortir. Il se soumettait à cette épreuve qui lui répugnait, il était poussé à se tourner vers son patron, à manifester à la limite son mécontentement en exposant sa situation, il en avait honte le pauvre bonhomme ; sa rémunération était en dessous de ce qui est nécessaire au renouvellement de sa force de travail, les besoins qu'elle permettait de couvrir étaient si rudimentaires qu'il ne nous restait pas assez d'argent pour nous nourrir normalement, ma grand-mère y pourvoyait. Mon père n'est pas mort au travail, c'est le travail qui a hâté sa fin, j'aurais presque envie de dire qu'il n'aurait pas pu mourir au travail, parce qu'il n'a jamais réellement vécu, vécu en homme libre tel que je l'entends, la seule façon de vivre que je puisse concevoir pour l'ensemble de l'humanité.

« *s'user au travail jusqu'à la mort* », analysé sous un autre angle.

On ne meurt plus au travail en France, on meurt quand on arrête de travailler ou seulement quelques années plus tard, la vie est passée sans qu'on ait pu vraiment en profiter, c'est cela le capitalisme, et si l'on meurt plus tard, on comprend bien qu'on est passé à côté de quelque chose et qu'il est désormais trop tard... ; pour les jeunes, c'est un argument choc, le virtuel est remis à sa place ou il y reste, vive le réel, l'avenir, c'est nous !

Les arguments comptables ont un certain intérêt, mais quand on s'adresse à des ouvriers, on ne les aborde pas sous cet angle, mais plutôt sous l'angle que j'ai utilisé dans le paragraphe plus haut. On est d'affreux pragmatiques, on compte l'argent évidemment, tous les jours par nécessité, mais on compte aussi nos maux, nos frustrations, c'est dans nos têtes et n'en sort jamais. Ces derniers sont l'élément déclencheur de la révolte, le premier, l'argent est la question de fond qui peut nous conduire à la nécessité d'exproprier le capital ou à un état de cupidité proche de la folie. Il peut nous aider à regarder la réalité de loin, à n'y voir que ce qu'on veut bien y trouver, on affiche une distance hautaine par rapport à ce que la majorité de la population vit quotidiennement, tous leurs problèmes nous sont étrangers, on les conceptualise pour se les représenter, ils ne nous apparaissent pas directement, on ne vit pas alors la même expérience.

Si je peux me permettre, l'ouvrier a du pif, il comprend spontanément qu'il est le dindon d'une mauvaise farce, il ne faut pas non plus le prendre pour un abruti, il comprend en partie la situation, son problème, c'est qu'il est réduit à l'impuissance, souvent isolé, il lui manque la conscience politique pour régler ses problèmes. Il comprend bien qu'il est exploité et qu'il s'use à la tâche sans pouvoir jamais s'arrêter. Mon père qui n'avait pas de conscience politique et qui était un foutu réactionnaire le comprenait malgré tout ; qui pourrait trouver normal de ne pas s'en sortir en se tuant littéralement au boulot ? Personne, pas même le plus crétin des ouvriers. Cela aussi on peut l'expliquer à la jeunesse.

Imaginez que vous allez commencer à bosser et que vous ne pourrez jamais plus vous arrêter avant d'être vieux, d'avoir basculé de l'autre côté de la pente, celle qui vous conduit au bûcher ou au trou. Vous ne pourrez vous dire vraiment : je vais enfin pouvoir profiter de la vie, que lorsque toutes vos facultés auront déjà commencé depuis des années à baisser, quelle heureuse perspective, je vous sens enthousiastes en lisant ces lignes, seriez-vous abattus tout d'un coup, il y a de quoi... se révolter !

Vous voyez qu'on peut sans peine justifier de partir à la retraite beaucoup plus tôt sans reprendre aucun des arguments de Sarkozy, en se plaçant sur le terrain exclusif des intérêts collectifs de la classe ouvrière. En réalité ce que nous revendiquons, c'est la liberté de pouvoir choisir notre destin et la société dans laquelle nous souhaitons vivre, ce désir doit devenir ardent au point d'embraser toute la société, le seul moyen de faire table ras du vieux monde.

[En complément, les causeries des jours précédents sur la question des retraites.](#)

Le 1^{er} février.

Le gouvernement semble avoir abandonné provisoirement l'idée de refondre totalement le système de retraite pour basculer sur un système à points. Le jeu n'en vaudrait pas vraiment la chandelle, il ne présenterait que des inconvénients par rapport au système par répartition, il serait trop risqué sur le plan

social et économique et sa mise en place pourrait prendre du temps et s'avérer coûteuse à un moment où il n'est question que de rigueur, de plus il ne réglerait aucun problème.

Invité de l'émission La Tribune-BFM, Claude Guéant a dit : *"On n'est pas très enthousiaste parce qu'on vient de constater que si le gouvernement suédois n'était pas intervenu, les retraites baissaient en 2009 de plusieurs points"*, et d'ajouter : *"Il y a un risque que je ne suis pas sûr que les Français sont prêts à accepter."*, autrement dit la crainte d'une mobilisation de la classe ouvrière...

Darcos a semblé sur la même longueur d'onde au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, en disant : *"Il faut évidemment sauver le système par répartition, c'est la clef de tout, ça ne se discute pas"*.

Les autres "pistes" qu'ils ont à l'étude.

1- "équilibrer différemment la part des cotisations qui vont (...) sur le chômage, et la part qui va sur les retraites", Xavier Darcos, reprenant un argument de Fillon et Guéant, au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Il a estimé que ce rééquilibrage serait facilité par une amélioration de l'emploi et une réduction du nombre de chômeurs. (Reuters 31.01) Il se fie à la déclaration de Sarkozy de lundi dernier dans laquelle il avait dit que le chômage reculerait *"dans les semaines et les mois qui viennent"*... alors qu'il continue de croître chaque semaine qui passe !

2- Il a écarté une taxation des profits, des bonus et des stock-options : *"Mon avis est que nous taxons déjà beaucoup et que ce n'est pas par là qu'il faut passer."*

Taxer les capitalistes non, taxer les travailleurs oui, on avait compris le message, merci !

3- Il a réaffirmé qu'il faudrait travailler *"plus longtemps"*. Le recul de l'âge de la retraite est sans doute *"une des pistes qu'il faudra aborder"*, a-t-il souligné.

"L'âge de 60 ans c'est une sorte de curseur qui fait que ça encourage à partir et que finalement nous avons un emploi des seniors qui est bien moins bon au total que (dans) les pays comparables", a expliqué Xavier Darcos, comme l'avait fait avant lui Guéant. *"Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là."*

4- Il s'est également prononcé en faveur d'une *"plus grande convergence"* entre le régime de retraites du secteur privé et celui de la fonction publique. *"Aucune idée n'est taboue"*, a-t-il assuré à ce propos. Au lieu de prendre comme référence ce qui se fait de mieux en matière de retraite, alignons tous les secteurs sur ce qui se fait de pire, tel est le message que les fonctionnaires apprécieront sans doute.

Le seul tabou que connaissent ces gens-là : c'est le capitalisme qu'il ne faut pas remettre en cause, on ne lui demande pas d'ailleurs, c'est notre affaire et uniquement la nôtre. On ne demandera la taxation du capital, notre tâche est de le renverser !

En conclusion.

Le 27 janvier Thibault avait demandé à Sarkozy de *"clarifier"* ses objectifs sur la réforme des retraites lors du sommet antisocial du 15 février, feignant l'ignorance, il avait ajouté que ce rendez-vous était *"pour l'instant un rendez-vous mystérieux"* (AP 27.01), le ministre du chômage vient de préciser à lui et aux autres bureaucrates syndicaux quels seraient le cadre et l'objectif de leurs discussions : *"Il faudra tout simplement que nous travaillions plus longtemps"*, comme s'il s'agissait d'une évidence, pour eux cela ne fait aucun doute évidemment, en mettant les points sur les i : *"C'est ce qu'il faut discuter"*, *"Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là"*. Le doute n'est plus permis.

La messe est dite, ils ne pourront pas dire : nous ne savions pas, nous sommes tombés dans un *"piège"* - l'argument favori du POI pour blanchir les dirigeants syndicaux de toute responsabilité. Le gouvernement et le patronat à Thibault, Mailly, Chérèque, etc. : messieurs nos partenaires, à quel âge êtes-vous prêts à repousser le départ à la retraite à taux plein, 61, 62, 63, 64, 65 ans, plus ?

En fait de "piège", c'est leur subordination totale au capital qu'ils ne pourront pas camoufler et qui s'étalera au grand jour.

J'ai comme l'impression que les positions opportunistes des uns et des autres vont alimenter la crise que traversent tous les partis se réclamant de la classe ouvrière. La crise du capitalisme au secours de la lutte de classe du prolétariat pour y voir plus clair dans ses rangs, salutaire s'il en sortait une nouvelle direction, marxiste révolutionnaire bien entendu !

Au fait, en Allemagne ils ont six semaines de congés payés, nous cinq seulement, pourquoi personne ne met en avant la nécessité de passer à six semaines de congés payés ? Pourquoi absolument personne (syndicats et partis) n'avance plus aucune revendication en rapport avec les besoins nouveaux de la classe ouvrière ? Pourquoi se contentent-ils dans le meilleur des cas de défendre ce qui peut l'être selon eux, de ne regarder que vers le passé, de ne jamais se tourner vers le futur ?

Désolé , 60 ans pour prendre sa retraite, c'est déjà trop tard pour un ouvrier d'usine ou en bâtiment, pour une caissière, pour une vendeuse d'un grand magasin qui passe ses journées debout, etc. pourquoi pas 50 ans ? 40 ou 41 annuités, c'est beaucoup trop, 37,5 annuités c'était déjà trop, pourquoi pas 30 ou 28, un ouvrier qui commence à travailler à 16 ans est déjà usé à 45 ans, un ingénieur ou un cadre qui a poursuivi des études et qui commencera à travailler vers 22 ou 24 ans devrait obligatoirement travailler jusqu'à 59,5 ou 61,5 ans si on part de 37,5 annuités, jusqu'à 65 ans si on part de 41 annuités, c'est tard, ils seront bien vieux pour commencer enfin à profiter de la vie, car travailler, ce n'est pas la vie, sauf quand on conçoit que l'on doit vivre uniquement pour travailler.

Je propose de réduire le nombre d'annuités de cotisation entre 28 et 30 ans et le départ à la retraite à taux plein à 50 ans, avec la possibilité bien sûr pour ceux qui le désire de continuer à travailler. Ce n'est pas quand on est déjà diminué physiquement que l'on doit pouvoir profiter de la vie, mais avant. I

Il faut rééquilibrer les trois stades de la vie, le premier tiers, l'enfance et l'adolescence, consacré à découvrir tranquillement le monde et à se former, le temps de la douce insouciance pendant lequel on doit aussi se forger une conscience, etc., le second, à participer activement à l'évolution et à l'entretien de la société pour que les générations futures ne se retrouvent pas fort dépourvues comme dit la fable, et enfin le troisième, celui du repos et de la liberté d'occuper la fin de sa vie comme on l'entend pour service rendu ou accompli envers la civilisation humaine, et s'il devait y en avoir un quatrième, il serait consacré à partir tranquillement dans la dignité, ainsi la boucle serait bouclée...

Ce programme pourrait s'appliquer entre le capitalisme et le communisme, pendant la période transitoire que l'on nomme socialiste, en attendant de passer du royaume de la nécessité à celui de la liberté. Non ? Utopiste ? Idéaliste ? Heureusement que nous le sommes avec les marxistes et tous ceux qui combattent pour l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, pour la liberté !

Pourquoi pas, parce qu'on a abandonné le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat ? L'accumulation infinie du capital, du pouvoir, entre quelques mains, à quelque chose de délirant, de dingue, non ? N'aurait-elle pas non plus quelque part un côté utopique, idéaliste ? On a abandonné nos idéaux au profit ou au tournant de l'amélioration de notre propre condition de vie, c'est inavouable, c'est difficile de le reconnaître, voilà la vérité. A l'heure où la faillite du capitalisme s'étale sous nos yeux dans le monde entier, on ne devrait pas se tourner vers le futur dans lequel forcément le capitalisme n'aurait pas sa place, mais c'est qu'on est déjà mort politiquement !

Faisons table ras du passé, du vieux monde pourri : Place à la jeunesse, place à la révolution, place au socialisme !

Le 3 février.

FO ne participera ni à la manifestation nationale de la CGT ni à l'intersyndicale envisagée le 8 février a-t-on appris, on a envie de répondre qu'on s'en fout ! Je veux dire par là qu'on se fout de cette manifestation et de cette intersyndicale, qui d'une part ne servira à rien, et qui d'autre part sanctionnera de nouvelles journées d'action qui ont pour seul objectif de donner l'impression aux travailleurs que le pouvoir serait tout puissant et inébranlable.

Le sort de la classe ouvrière dépendrait du bon vouloir des dirigeants syndicaux auxquels tous les partis s'en remettent, autant dire tout de suite que partant de ce principe elle n'a rien à espérer et son cas est déjà réglé : que vive le capitalisme ! La tactique du front unique élevée au rang de stratégie ne sert finalement qu'à justifier cette subordination aux dirigeants syndicaux, au capitalisme et aux institutions. Aucune politique indépendante des appareils ne pourrait être mise en oeuvre pour construire le parti, voilà dans les faits à quoi aboutit ce qu'il faut bien appeler une capitulation.

Cette soumission à l'ordre établi ne saute pas forcément aux yeux, elle est masquée le plus souvent par le jeu du double langage des dirigeants, mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elle se manifeste jusque dans les moindres détails, comment, c'est très sournois ou malicieux, principalement par des non-dits, par un silence assourdissant, par le traitement des questions sociales à l'ordre du jour sous un certain angle, par l'absence de questions et forcément des réponses qui vont avec...

Il en va ainsi des retraites, ils sont tous à la traîne, ne leur demandez pas de faire preuve d'un brin d'audace, d'un peu d'imagination, d'un soupçon de perspicacité en posant des questions qui sortent de l'ordinaire mais qui pourtant sont élémentaires, ils en sont incapables ou ils s'en foutent.

Cela saute aux yeux avec la question des retraites. Pourquoi et pour quoi bosse-t-on ? Pour quelle société, question qu'en priorité tout jeune est en droit de se poser et se posera forcément, que tout travailleur en proie à de terribles difficultés matérielles se posera également. Ces questions ne sont pas existentielles, elles sont bien concrètes. Alors pourquoi nos dirigeants ne les posent pas ? Ils ne seraient pas concernés ? Il ne faudrait aborder le sort de la classe ouvrière que sous l'angle académique du discours politique ou syndical oubliant au passage que plus de 90% des travailleurs rejettent syndicats et partis ? Ensuite les mêmes s'étonnent que les ouvriers demeurent sourds à leurs discours ou refusent de s'engager à leur côté, un réflexe normal, ils n'ont pas l'impression d'appartenir au même milieu.

Ce qui saute aux yeux, c'est qu'il n'existe aucun parti ouvrier pour les ouvriers dans ce pays... en dehors du PCF, paradoxe épouvantable, on aurait dit terrifiant hier !

En attendant des millions de travailleurs qui sont encore loin d'arriver à l'âge légal pour prendre leur retraite se lèvent à l'aube chaque matin en se disant : encore une journée à se faire chier au boulot, encore une journée de perdue, une journée que je n'aurai pas vraiment vécue, qu'est-ce que j'en ai marre de bosser, de cette boîte, de ce patron, je me demande pourquoi je vais bosser, ah, s'il n'y avait pas les gosses !... Vous n'avez jamais surpris ce genre de discours chez vous ? Si non, c'est qu'on n'appartient pas au même milieu. Je le connais par coeur, il est gravé dans ma tête, je ne l'ai pas seulement entendu chez moi, mais aussi au boulot dans les nombreuses boîtes (+ de 45) où j'ai travaillé.

Commencer une putain de journée de boulot complètement crevé et se coltiner un boulot manuel qui va finir de vous achever, on en redemande forcément, à 60 ans il est trop tard pour prendre sa retraite, on est usé jusqu'à la corde, on tient par la force de l'habitude, les nerfs, dès qu'on arrête, tout se relâche et la réalité des dégâts engendrés par une vie de dur labeur nous pète à la gueule, on se sent tout d'un coup vieux, beaucoup plus vieux que la veille. A quoi bon faire le bilan de notre vie, c'est un désastre et c'est démoralisant, elle est passée et on n'a rien vu, pire, maintenant il est trop tard, on est des vieillards.

Ce qui se passe généralement, c'est qu'on commence par prendre conscience que l'on va enfin pouvoir faire certaines choses qu'on n'avait jamais pu faire tant qu'on travaillait. Mais malheureusement, souvent cela ne dure pas très longtemps et l'âge de nos artères nous ramène à la réalité, les soucis de santé se succèdent jusqu'au gros pépin ou l'alerte. C'est con, on commençait seulement à s'habituer à cette liberté, à y prendre goût, et voilà qu'on sent la fin se rapprocher, dommage. Dommage que cela n'ait pas commencé beaucoup plus tôt en effet.

Vous croyez que ces réflexions viendraient à l'esprit de nos dirigeants ? Il y en a pourtant plus d'un qui a dépassé la cinquantaine, ils ont quoi au juste dans la tête, de quoi sont-ils faits ? Le discours que je viens de tenir, c'est celui d'un ouvrier, il est brut de décoffrage, c'était aussi celui de mon père, n'est-ce pas aussi le genre de discours qu'on envie d'entendre les travailleurs, un discours dans lequel ils se reconnaissent, un discours qui ne leur soit pas étranger, nos dirigeants je le répète en sont incapables. L'ouvrier et la vie de l'ouvrier demeure pour eux un mystère.

Le pire ou le plus terrible dans tout cela, c'est encore les ouvriers qui sont devenus des cadres ou des dirigeants et qui sont devenus incapables de tenir un autre langage que celui élitiste ou théorique des intellectuels et des petits-bourgeois des partis. Si le parti a besoin d'ouvriers, ce n'est pas pour qu'ils singent ses intellectuels, mais qu'au contraire ils soient capables de rester en contact avec leur classe pour développer le parti dans toutes les couches du prolétariat.

Un militant ouvrier peut très bien élever son niveau théorique ou politique tout en demeurant modeste, sans renier ses origines de classe, en aurait-il honte, se sentirait-il mal à l'aise en présence d'intellectuels qui très souvent ont du mal à camoufler le mépris qu'ils éprouvent envers ceux qui ne leur ressemblent pas ou qui développent tout simplement un complexe de supériorité. Savez-vous comment on s'en aperçoit ? C'est très simple, quand ils vous expliquent quelque chose que vous ne comprenez pas au quart de tour, ils témoignent de l'impatience, car ce qui est évident pour eux devrait l'être aussi pour vous, et si tel n'est pas le cas, regardez-les bien dans les yeux, discrètement bien sûr, vous y verrez une marque d'exaspération à votre égard que je prends pour du mépris, et s'ils ajoutent que finalement ce n'est pas bien grave ou cela n'a pas d'importance, notez bien sur quel ton ils vous le disent ou quelle expression ils affectent à ce moment-là, vous comprendrez alors que vous n'appartenez pas vraiment au même monde, vous aurez pris conscience que vous ne vivez pas la même chose et de ce qui vous sépare...

J'ai la chance d'avoir la double casquette, d'être un ouvrier issu du milieu ouvrier et de l'être resté, bien que je me sois un peu développé sur le plan intellectuel. Je ne peux pas le cacher, ce serait pourtant facile puisque j'ai suivi le cursus des sciences du langage jusqu'à la maîtrise incluse, je connais parfaitement les différents niveaux de langue qui existent, je suis rompu aux exercices théoriques et politiques, à leur terminologies, je pourrais vous sortir une prose identique en tous points à celle de vos dirigeants, on serait bien avancé, entre nous, je préfère conserver ma personnalité et ses imperfections au lieu de me fondre dans un moule, un appareil ! Quand j'utilise des mots catalogués comme vulgaires, c'est par économie de langage, parce que je me relâche, ce n'est jamais un accident, c'est spontané, je m'en aperçois mais je les laisse, cela trahit mes origines, disons que j'en suis toujours si proche que je ne peux pas m'empêcher de sortir quelques expressions populaires ou des vulgarités qui n'en sont plus vraiment, c'est aussi mon côté provocateur, à l'opposé de Staline, dont la vulgarité légendaire qui choquera Lénine, était grossière et reflétait en réalité sa véritable nature rustre, violente et haineuse envers les paysans et les ouvriers.

Jusqu'à présent c'était notamment les syndicats qui déterminaient nos revendications, si vous attendez après Thibault, Mailly ou Chérèque pour qu'ils prennent en compte les besoins ou aspirations sociales de la classe ouvrière à notre époque pour définir de nouvelles revendications ou modifier le contenu de revendications plus anciennes, vous pourrez attendre longtemps ! Ils sont trop occupés à sauver le capitalisme, le seul mandat qu'ils sont capables de remplir !

Qu'attendent nos dirigeants pour prendre la relève ? La retraite à 60 ans, c'est trop tard, cotiser 37,5 ou 40 annuités, c'est beaucoup trop, en Allemagne ils ont 6 semaines de congés payés, pourquoi pas en France ? Le patronat et le gouvernement (comme l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale, l'UE) s'alignent sur le moins social en Europe, pourquoi nos dirigeants ne proposent-ils pas de s'aligner sur le plus social en Europe ou dans le monde ? Qu'attendent-ils pour donner le signal au prolétariat mondial, ses organisations et partis ?

Le 7 février.

Le jaune Chérèque se dit favorable à la liquidation du régime de retraite pas répartition, au moins les choses sont claires, il est parfaitement à sa place dans son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, il représente même les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie, dont la pointe avancée est l'aristocratie financière qui contrôle le capitalisme.

Quant à Thibault et Mailly, ils déclarent d'une part qu'ils sont pour le maintien du système actuel, le départ à la retraite à 60 ans en refusant d'augmenter le nombre d'annuités pour avoir le droit à une retraite à taux plein, mais d'autre part ils acceptent de se rendre au "sommet" du 15 février convoqué par Sarkozy, qui, par la voix de Darcos et Fillon, en a déjà fixé le contenu et l'objectif : repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans et/ou augmenter le nombre d'annuités pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Ils pratiquent donc un double langage.

Ils se partagent les rôles, il faut ajouter que si Mailly a refusé de participer aux dernières journées d'action et réunions intersyndicales fixées unilatéralement par Thibault tout en expliquant que seule une grève générale

pourrait faire reculer le gouvernement, il s'est bien gardé de populariser cette perspective et d'engager toutes les forces de FO dans la bataille pour que cette idée prenne forme, c'est-à-dire qu'elle soit finalement reprise par l'ensemble des syndiqués de tous les syndicats, à l'instar du POI très présent dans ce syndicat, il s'est contenté d'une simple déclaration (sans lendemain) pour satisfaire une partie de sa base, qui comme à l'accoutumé doit s'en trouver satisfaite ; il est facile ensuite d'expliquer que FO seul ne peut rien faire seule... pour sauver les apparences, on n'est pas dupe.

Prenons au mot FO et le POI : pourquoi Force ouvrière et le Parti ouvrier indépendant ne publieraient-ils pas une déclaration commune appelant tous les partis et les syndicats à s'unir pour barrer la route au projet réactionnaire du gouvernement, dans le respect des prérogatives des syndicats et des partis évidemment ? Il n'y aurait que des militants malintentionnés ou de misérables crétiens pour y voir un problème.

L'ensemble des militants syndicaux et politiques partagent les mêmes aspirations et le même objectif, travailler moins longtemps et bénéficier d'une retraite à taux plein le plus tôt possible, aucun militant ouvrier ne peut accepter la perspective de consacrer toute sa vie à travailler et à crever quelques années seulement après avoir pris sa retraite, sinon il ne mérite pas le statut de militant ouvrier mais celui d'agent ou d'esclave écervelé du patronat.

Pour infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, on a besoin de la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière et de ses militants, il faut donc tout tenter pour briser l'accord tacite qui existe entre Sarkozy et les dirigeants syndicaux.

On peut aussi se demander qu'est-ce qui empêche les dirigeants des partis auxquels s'est adressé le POI de s'associer à l'initiative unitaire qu'il a lancé pour contrer le gouvernement. Il faut s'adresser à leurs militants dont les intérêts ne coïncident peut-être pas avec ceux des bureaucrates qui dirigent leurs partis. Ils s'apercevront peut-être à l'occasion qu'ils se sont trompés de parti... Après m'avoir accusé d'être anti-POI, on va m'accuser de rouler pour lui ! Il s'agit de faire la part des choses camarades et non de se comporter en vulgaire sectaire.

A qui profite la division, la dispersion des militants à l'heure où le rassemblement le plus large de la classe ouvrière est nécessaire ? A notre ennemi de classe.

Thibault a réclamé la reconduction de l'intersyndicale qui servait de cadre aux journées d'action qui ont pour fonction de briser la résistance et l'unité de la classe ouvrière dans un premier temps, de la démoraliser ensuite pour justifier la capitulation des dirigeants syndicaux et tenter de légitimer les mesures réactionnaires du gouvernement.

Alors pourquoi à l'opposé, nous ne devrions pas combattre pour la grève générale jusqu'au retour aux conditions antérieures à 1993, qui incluent le retour à 37,5 annuités pour tous et le départ à la retraite entre 55 et 60 ans, à l'appel de l'ensemble des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière ? C'est une proposition qui ressemble à un vieux pieu dans la situation actuelle, se tourner vers ces dirigeants ne peut conduire qu'à une impasse.

Cela ne viendrait-il pas du fait que l'on ne concentre pas tous nos combats contre le capitalisme et les institutions, après tout, l'objectif du syndicalisme et du combat politique est le même, l'abolition du capitalisme, le capitalisme dont les méfaits se font sentir dans toutes les familles, chacun en fait l'amère expérience à ses dépens quotidiennement, alors tournons-nous résolument du côté de la classe ouvrière, car aucune issue politique ne peut aboutir sans sa mobilisation et son adhésion à un objectif politique.

La clé de la situation est d'associer mobilisation sociale et prise de conscience politique, le cocktail est détonant et pourrait être fatal au régime, car l'exaspération de millions de travailleurs a atteint un degré insupportable, explosif. Cela correspond à l'objectif que doivent se donner les militants révolutionnaires pour construire le parti et recruter les travailleurs les plus déterminés, objectif prioritaire que l'on a tendance à oublier...

On ne manque pas d'arguments pour lier chaque combat à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

On nous demande de nouveaux sacrifices, de nous serrer la ceinture, de travailler plus longtemps, etc. parce qu'il y aurait une crise, et dans le même temps des patrons, des dirigeants d'entreprises privées ou publiques, des banquiers et leurs traders, des membres de conseils d'administration, se versent des millions d'euros de salaires et/ou de retraite, c'est cynique et intolérable, et la meilleure c'est que ce n'est pas nouveau, c'est le fondement du capitalisme : des millions d'un côté, la pauvreté ou la misère, la régression sociale de l'autre, c'est l'horizon indépassable du capitalisme, donc il faut qu'il disparaisse et le plus tôt sera le mieux, il n'existe pas d'autre voie, d'autre alternative.

Que l'on pose n'importe quelle question, on aboutit au même constat, à la même réponse : l'obstacle à notre bien-être, à la satisfaction de nos revendications, besoins ou aspirations, c'est tout simplement l'existence du capitalisme, c'est donc l'objectif à abattre et vers lequel doivent converger toutes les luttes, toutes les discussions avec les travailleurs.

Mais comment combattre et vaincre le capitalisme ? comment s'y prendre ? Contre qui ou quoi doit-on combattre ? Où se cache-t-il, où se tient réellement son pouvoir ? A différents degrés ou sous des angles différents les travailleurs peuvent aborder cette question, elle va les mener à chercher et trouver une issue politique, à se dire que finalement il n'y a pas d'autre solution que d'envisager d'en finir avec le capitalisme, et en allant plus d'admettre que seul le socialisme peut le remplacer. Qu'est-ce qui légitime le capitalisme ? Les institutions, la constitution, qui sont les garants du respect de la propriété privée des moyens de production, du capitalisme, du pouvoir des banquiers, etc. C'est là que cela se passe, c'est là que les choses sérieuses se décident, qu'ils décident de notre sort, de nous exploiter, de nous jeter à la rue, de nous affamer, conformément à la volonté exprimée par les conseils d'administrations des institutions financières et des grandes entreprises, c'est leur façon de faire de la politique.

La nôtre est de les combattre pour mettre fin à l'exploitation, au chômage et à la pauvreté ; à chaque classe ses objectifs.

Ils osent nous exploiter pendant 40 ans et comme ce n'est pas encore suffisant ils voudraient nous imposer de finir nos jours dans la pauvreté ou l'indigence, c'est intolérable ! Même le droit à la dignité nous serait interdit, alors que la société devrait faire en sorte que chaque citoyen puisse être digne des valeurs qu'il a acquises ou qu'elle devrait mettre à sa disposition pour qu'il tienne sa place dans la société, elle détruit les outils ou les moyens qui sont nécessaires à l'expression de ces valeurs qui finiront par disparaître si on les laissait faire. C'est le chaos et la barbarie qu'ils nous réservent comme seule perspective ainsi qu'aux générations futures.

Socialisme ou barbarie, s'accommoder du capitalisme comme on nous y invite ne peut que retarder le moment de l'affrontement direct entre les classes, accroître davantage nos souffrances, il est tant de procéder à une opération chirurgicale et de liquider le capital qui gangrène l'ensemble de la société et le monde entier.

A bas le capitalisme, à bas les institutions de la Ve République, et vive le socialisme !